



***UNE ÉLECTION:***

***13 REVENDICATIONS***

Plateforme de revendications LGBTQ+  
en vue des élections fédérales 2025



L'élection de 2025 se déroule dans un contexte marqué par la multiplication des menaces contre les droits des communautés LGBTQ+. En Alberta et au Nouveau-Brunswick, des politiques restreignant les droits des jeunes trans ont été proposées ou mises en œuvre. Au Québec, un comité de « sages » – composé de 3 personnes non-concernées et sans expertise sur la question – a été mandaté pour produire un état des lieux sur l'identité de genre. Aux États-Unis, les droits des personnes trans et non-binaires sont progressivement affaiblis par une série de décrets présidentiels. Partout en Occident, on assiste à une montée alarmante de la haine, de l'intolérance et de la désinformation.

***L'homophobie se fait de plus en plus vocale, la transmisogynie pullule dans les médias et alimente de véritables paniques morales. Les attaques contre nos communautés se multiplient.***

Dans ce climat polarisé, les droits des personnes LGBTQ+ et des populations vulnérables ne peuvent être tenus pour acquis. Les revendications que nous portons aujourd'hui s'inscrivent dans un héritage de luttes menées depuis des décennies par les communautés LGBTQ+. Elles s'ancrent dans une solidarité active avec les mouvements féministes, autochtones et anti-racistes. Notre démarche est anti-oppressive, intersectionnelle, et tournée vers la convergence des luttes pour la justice sociale.

---

## À propos du Conseil québécois LGBT

Fondé en 1993, le Conseil québécois LGBT veille à faire respecter les droits juridiques, sociaux et institutionnels de l'ensemble des communautés LGBTQ+ du Québec. Nous le faisons en partenariat avec notre riche réseau de membres, comptant à l'heure actuelle plus de 85 organismes LGBTQ+ basés partout au Québec. Notre mission de porte-parole auprès des gouvernements et des décideur·euses se fonde sur la richesse de notre réseau et accorde une place centrale à la concertation, que nous menons en continu.





## 1. Pas de recul

Que le gouvernement élu s'engage à lutter contre toute forme de recul de droit des personnes LGBTQ+ en faisant appliquer la Charte canadienne des droits et libertés.

## 2. Un·e ministre pour Femmes et Égalité des genres

Que le gouvernement élu nomme un·e ministre indépendant·e à la tête de Femmes et Égalité des genres afin d'assurer un ministère fort, légitime et capable de traiter les enjeux avec la priorité et la diligence nécessaires.

Nous avons besoin d'un ministère entièrement dédié à la défense des droits des femmes et des personnes trans et non-binaires — des droits qui ne sont pas opposés, mais interconnectés et renforcés par la lutte commune.

## 3. Solidarité avec les peuples autochtones

Que le gouvernement élu s'engage dans un processus de décolonisation sous le leadership des personnes et des communautés autochtones en fonction de leurs demandes et de leurs priorités.

## 4. Financement du milieu communautaire

Que le gouvernement élu augmente l'aide financière aux organismes LGBTQ+ afin qu'ils puissent offrir des services qualité et remplir pleinement leur mission.

Les groupes qui représentent des personnes LGBTQ+ à l'intersection de multiples réalités minorisées (racisées, organismes en région, communautés de langue officielle en situation minoritaire, etc.) disposent souvent de ressources très limitées pour mener leurs actions et remplir leur mission.

## 5. Immigration

Que le gouvernement élu assouplisse l'ensemble des critères d'octroi du statut de réfugié·e aux personnes LGBTQ+ en situation de danger.



## 6. Itinérance et précarité domiciliaire

Que le gouvernement élu reconnaisse les enjeux spécifiques des personnes LGBTQ+ en situation d'itinérance ou de précarité domiciliaire, et investisse dans des ressources d'hébergement durables, sécuritaires et adaptées.

Près d'un jeune sur trois en situation d'itinérance s'identifie comme LGBTQ+<sup>1</sup>. La crise du logement frappe de manière disproportionnée les personnes et les familles LGBTQ+, qui font face à un double fardeau de discrimination et de précarité.

## 7. Milieu carcéral

Que le gouvernement élu assure le respect des droits fondamentaux des personnes trans et non-binaires incarcérées, en garantissant l'accès à des soins d'affirmation de genre et en encadrant les transferts par des lignes directrices claires qui assurent la sécurité de toutes.

## 8. Personnes intersexuées

Que le gouvernement élu interdise les interventions chirurgicales non consenties qui sont encore effectuées sur des enfants intersexué·es.

Malgré l'engagement pris dans le Plan fédéral 2ELGBTQI+ en 2022, Justice Canada n'a toujours pas donné suite à la consultation publique sur la criminalisation des chirurgies cosmétiques pratiquées sur les enfants intersexué·es.

## 9. Familles

Que le gouvernement élu reconnaisse et soutienne toutes les familles, y compris les familles pluriparentales, celles avec des parents LGBTQ+ et celles avec des enfants LGBTQ+. Qu'il élargisse sa définition de la famille pour y inclure entre autres la famille choisie, les proches aidant·es et les beaux-parents, afin d'adapter ses politiques aux formes multiples que prennent les familles aujourd'hui.

1. Duford, J. (2019). Pratiques d'ouverture envers les jeunes LGBTQIA2S en situation d'itinérance : guide destiné aux organismes d'aide en itinérance ou qui œuvrent auprès de personnes à risque d'itinérance. Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+. [bv.cdeacf.ca/documents/PDF/61716.pdf](http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/61716.pdf)



## 10. Travail

Que le gouvernement élu modifie la Loi sur l'équité en matière d'emploi pour qu'elle inclue officiellement les réalités LGBTQ+ dans les motifs de discrimination.

Un groupe de travail a déposé son rapport à Justice Canada en décembre 2023 en ce sens, mais les modifications législatives attendues n'ont toujours pas été apportées.

## 11. Travail du sexe

Que le gouvernement élu décriminalise le cadre d'exercice du travail du sexe.

La criminalisation du travail du sexe marginalise encore plus les travailleur·euses du sexe LGBTQ+, autochtones, racisé·es et migrant·es, qui sont davantage ciblé·es par les forces de l'ordre<sup>2</sup>.

## 12. Drogues

Que le gouvernement élu décriminalise l'utilisation des drogues et finance les organismes communautaires dont l'approche suit les principes de la réduction des méfaits.

La consommation de drogues touche de façon disproportionnée les personnes LGBTQ+. Chez les jeunes trans, par exemple, la prévalence de consommation de substances est de 2,5 à 4 fois plus élevée que chez leurs pair·es cisgenres<sup>3</sup>.

## 13. Décriminalisation de la non-divulgence du VIH

Que le gouvernement élu décriminalise la non-divulgence du statut sérologique et qu'il ait recours à des mesures de santé publique plutôt qu'au droit criminel pour faire face à l'épidémie de VIH/sida.

2. Egale Canada. (2021). Research Brief: Sex Work in Canada. [egale.ca/awareness/sex-work-brief/](https://egale.ca/awareness/sex-work-brief/)

3. Comité permanent de la santé. (2019). La santé des communautés LGBTQIA2 au Canada : Rapport du Comité permanent de la santé (42e législature, 1re session). [noscommunes.ca/Content/Committee/421/HESA/Reports/RP10574595/hesarp28/hesarp28-f.pdf](https://noscommunes.ca/Content/Committee/421/HESA/Reports/RP10574595/hesarp28/hesarp28-f.pdf).